

## **JEUDI 20 FEVRIER 2014**

- = L'inquiétante ressemblance entre les cours de la bourse en 1928-1929 et ceux de 2012-2013 p.1
- = Jubilé ou Big Reset, quelle sortie pour la crise de la dette ? p.4
- = Comment vous préparer à l'effondrement économique p.6
- = La Fed a-t-elle favorisé la robotisation de la main-d'oeuvre ? p.13
- = « Ils ne comprennent rien à l'économie ! Ils sont fous et dangereux!! » p.16
- = URGENT : Échec ! L'Allemagne lève 3,80 milliards d'euros mais en souhaitait 5 !! p.23
- = La FED s'interroge sur une prochaine hausse de ses taux ! p.26
- = Baltic Dry Index et état de l'économie : mes neurones déclarent forfait p.28
- = Consommation et production d'énergie en Europe... p.31
- = T'as pas 5 milliards de Marks, pardon, d'euros ??? p.32
- = L'HEURE DU DÉSENCHANTEMENT p.32
- = « La Chine se prépare à une guerre rapide et décisive contre le Japon » p.33
- = Jacques Sapir : « le taux de chômage réel de la France se situe à 14,7 % » p.35
- = Le Mangibougisme passe le turbo et met les gommettes p.37
- = Sans-fil: Vidéotron émerge comme 4e joueur au pays p.42
- = Investissement responsable: les Québécois prêts à investir 1,7G\$ p.43
- = Vous n'avez pas d'argent à la banque (vidéo courte) p.45



## **L'inquiétante ressemblance entre les cours de la bourse en 1928-1929 et ceux de 2012-2013**

**La courbe boursière qui fait peur, à tort ou à raison**

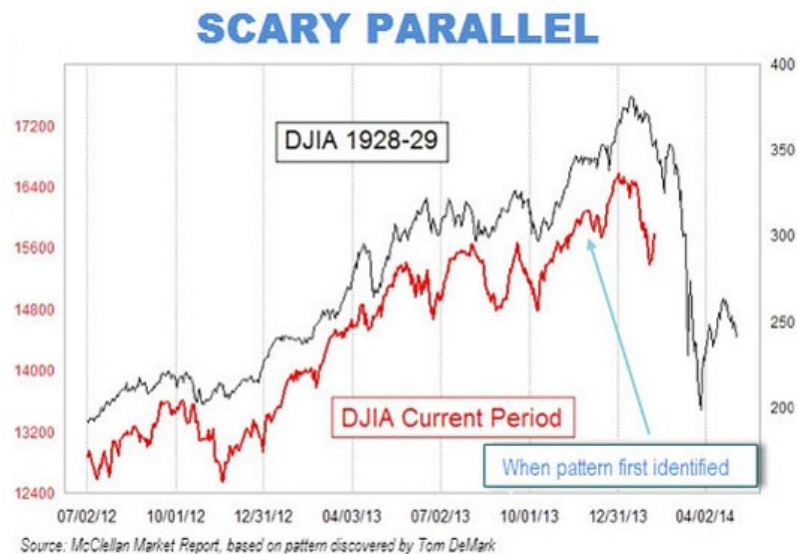
Jeudi 20 février 2014 Bilan.ch et Wikistike



L'analyste Tom DeMark a relevé un inquiétant parallèle entre les cours de la bourse en 1928-1929 et ceux de 2012-2013. De là à imaginer un krach imminent, certains ont franchi le pas. Mais d'autres indices boursiers que le Dow Jones viennent relativiser ce risque.

Il faut bien reconnaître que la similitude est étonnante: même pics, mêmes

chutes, même rythme de progression. Sur les douze mois qui viennent de s'écouler, l'indice Dow Jones a suivi une évolution singulièrement semblable à celle des douze mois qui ont précédé le krach boursier de 1929.



La similarité des évolutions de l'indice boursier sur ces deux périodes a été repérée fin décembre 2013 par l'analyste Tom DeMark qui a immédiatement publié un tableau présentant les courbes comparées. «Le marché devrait connaître une nouvelle hausse. Puis, quand nous serons au sommet de ce pic, les choses deviendront plus fragiles. Si l'on analyse les pics, à chaque plus haut l'index était porté par un nombre plus restreint d'entreprises», commentait-il alors.

Or, selon cette courbe, le krach devrait intervenir avant le 4 avril 2014. Si certains attendent que survienne, à retardement, cet hypothétique krach, d'autres préfèrent en sourire: «Je travaille au sein de cette entreprise depuis 43 ans mais je ne me souviens pas avoir été autant assailli par un seul et même courriel présentant cette comparaison des courbes boursières avec 1929», témoigne Jeffrey Saut, chef de l'investissement stratégique chez Raymond James.

Pour d'autres analystes, pas question de céder à la panique avant d'avoir

analysé davantage d'éléments. Et les voilà se pencher sur d'autres indices boursiers. Un autre indice phare de Wall Street, le S&P500, montre alors une évolution radicalement différente de l'époque antérieure au krach de 1929. Certes, les deux courbes indiquent une hausse du cours, mais les rythmes sont très différents.

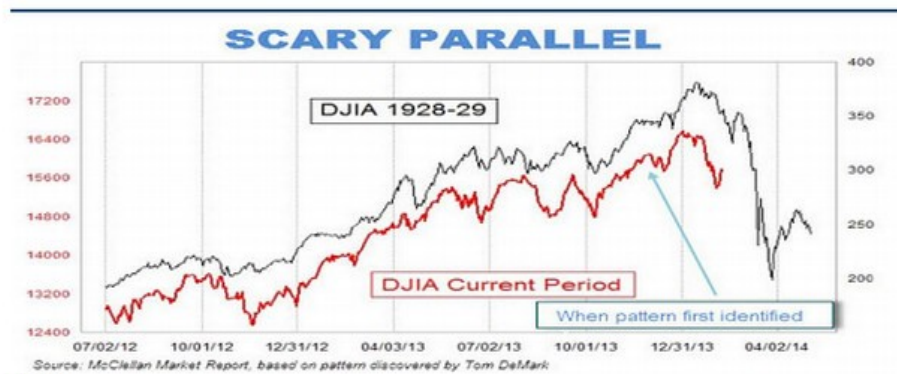


Chart 1



Chart 2 (indexed): Business Insider/St. Louis Fed

Pourquoi alors un tel buzz dans les milieux boursiers depuis quelques semaines? Pour certains, le web et les réseaux sociaux sont un élément majeur d'explication. Pour Daniel Wiener, directeur général chez Adviser Investments, «avant l'ère d'internet, ces graphiques n'auraient jamais vu le jour, ou si ça avait été le cas ils auraient été vus, et rapidement relégués dans l'ombre. Aujourd'hui, le fait que tout le monde ait les yeux rivés sur des sites web exercés à attirer l'attention favorise cette tendance».

<http://www.bilan.ch/node/1013079>

# Jubilé ou Big Reset, quelle sortie pour la crise de la dette ?

20 fév 2014 | [Simone Wapler](#)

▪ Il devient chaque jour un peu plus clair pour de plus en plus de monde que la création monétaire n'a résolu aucun des problèmes qui existaient avant la crise. Les dettes gonflent aux Etats-Unis (où le déficit commercial est en moyenne de 500 milliards de dollars par an), en Europe, au Japon et même en Chine. Ce ne sont pas des dettes de même nature mais ce sont toujours des mauvaises dettes.

*Une bonne dette est celle qui sera remboursée un jour, une mauvaise dette est celle qui ne sera pas remboursée.*

Qu'est-ce qui distingue une bonne dette d'une mauvaise dette, me direz-vous ? Et bien pour cela, il faut vous glisser dans la peau du prêteur. Une bonne dette est celle qui sera remboursée un jour, une mauvaise dette est celle qui ne sera pas

remboursée.

Tant que les intérêts tombent, les prêteurs ne se soucient pas trop de savoir si le principal leur sera vraiment remboursé un jour ; les démocraties étant réputées immortelles, le principal ne pourrait être remboursé qu'aux Calendes grecques ou bien lorsque les poules auront des dents. C'est ainsi que vous lisez dans *Le Monde* sous la plume de l'économiste Pierre Le Masne des phrases telles que "si on admet que les dettes doivent un jour être remboursées (ce qui peut dans certains cas se discuter)"...

Évidemment, la plupart des économistes ont une fâcheuse tendance à mépriser les individus. Ils voient d'abord l'économie comme une sorte de grosse machine et se considèrent comme des ingénieurs avec des cadrans, des leviers et des boutons de contrôle. Ils oublient qu'au bout de la dette, il y a des vrais gens, comme vous et moi. Ils ne voient pas le problème qui s'appelle le service de la dette. Le service de la dette, ce sont les versements des intérêts, ce qui doit être vraiment payé avec nos impôts. Tant que le service de la dette est assurée, elle est réputée bonne ; manquer au service de la dette est impensable car tous les prêteurs arrêteraient immédiatement de prêter.

Supposons que le taux d'intérêt soit de 1% et la dette de 100 : les contribuables doivent payer 1 pour servir la dette. Maintenant, si la dette

double, pour que le service de la dette reste supportable, il faut diviser les taux par deux, qu'ils passent à 0,5%. Vous comprenez mieux pourquoi les banques centrales veulent des taux bas et complètent tant qu'elles le peuvent avec un peu de création monétaire. Si les taux revenaient dans une "norme historique" — 5% à 6% — le service de la dette serait insupportable pour les Etats surendettés. En effet, ces Etats sont peuplés d'un nombre limité d'individus qui eux-mêmes ont une durée de vie limitée. Il faudrait alors que les banques centrales déclarent que les taux d'intérêt sont nuls pour l'éternité et/ou qu'elles impriment des tombereaux de papier monnaie. En gros, l'hyperinflation...

### ▪ **Le monde merveilleux qui naîtrait d'un grand jubilé**

Les Hébreux — qui ne s'interdisaient pas le crédit — avaient un moyen efficace de combattre les bulles de surendettement : la pratique du jubilé. Tous les cinquante ans, les compteurs étaient remis à zéro et les dettes remises. Vous imaginez que dans ces conditions, un an avant la date du jubilé, le crédit se faisait rare et cher. La dette trouvait ainsi sa limite.

Certains esprits angéliques — pour lesquels changer les règles du jeu en fin de partie n'est pas un problème — caressent aujourd'hui l'idée d'un grand jubilé. Puisque tout le monde doit à tout le monde, il suffit de déchirer les dettes et "yopii-tralalala-dansons-autour-d'un-feu-de-joie, tous-citoyens-du-monde-unis-dans-la-même-foi-en-un-avenir-désormais-radieux".

*Les dettes ne sont pas un jeu à somme nulle.*

J'ai cependant le funeste sentiment que cela ne se passera pas exactement comme cela. Tout simplement parce que les dettes ne sont pas un jeu à somme nulle. Madame Smith ne doit pas 100 \$ à madame Tchang qui doit 100 \$ à madame Schultz qui doit 100 \$ à madame Smith. Il va falloir déchanter, nous vivons dans un monde cruel. D'une façon générale, les riches doivent de l'argent aux pauvres, ce qui me paraît dangereux. C'est déjà dur d'être pauvre mais si en plus on se fait plumer...

La Chine détient 4 000 milliards de dollars de bons du Trésor, plus de 20% de la dette américaine. Même si les Etats-Unis impriment moins de dollars, tout dollar imprimé est un dollar de trop qui dévalorise ce stock.

### ▪ **The Big Reset, la grande remise à zéro, ne se passera pas bien pour les riches**

C'est pour cela que la crise monétaire couve et qu'elle débouchera sur une remise à plat du système monétaire actuel. En 2009, le gouverneur de la Banque centrale chinoise déclarait souhaiter un nouveau système mondial de réserve monétaire. Fin 2013, la Chine appelait à la "dédollarisation". Au forum économique de Davos, [Christine Lagarde évoque un "reset monétaire"](#) — le *Big Reset* décrit par l'entrepreneur et investisseur Willem Middelkoop dans son livre *War on Gold and the Financial Endgame* ["La Guerre contre l'or et la 'fin de partie' financière", ndlr.]

*La Chine pense que l'or a un rôle à jouer, cela devient de plus en plus évident.* Dans cette remise à zéro, la Chine pense que l'or a un rôle à jouer, cela devient de plus en plus évident. L'année 2013 fut une année d'achat d'or physique record pour la Chine qui passe devant l'Inde. Récemment, *The Wall Street Journal* nous apprenait que la Banque chinoise ICBC — par l'intermédiaire de la banque sud-africaine Standard Bank qu'elle contrôle — souhaitait prendre la place de Deutsche Bank dans la procédure du *fixing* des cours de Londres, actuellement tenu par cinq banques et sous enquête des autorités pour cause de soupçon de manipulation.

Lorsqu'un banquier central décidera que le moment du *Big Reset* sera venu, il faudra qu'il puisse montrer que la nouvelle monnaie mondiale d'échange qu'il propose est adossée à quelque chose de sérieux, quelque chose d'autre que de la dette garantie par une population vieillissante dont la productivité baisse, quelque chose comme l'or ou l'argent. Oui, l'or est inutile et c'est justement sa principale qualité monétaire. Imaginez une monnaie adossée à des "réserves de change" en pétrole, en blé ou en bétail... Il vaut mieux que la spéculation se fasse sur l'or. Pour vous préparer au *Big Reset*, [achetez de l'or](#) surtout quand les cours sont bas, comme les Chinois !

## **Comment vous préparer à l'effondrement économique**

**Charles Sannat 20 février**



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Tous les jours ou presque, j'attire votre attention sur la nécessité de vous préparer à l'effondrement économique non pas à venir mais qui est en cours. Je voulais partager avec vous mes différentes réflexions à ce sujet, notamment parce que vous êtes de plus en plus nombreux à m'écrire pour savoir quoi faire, quand cela va se produire, etc.

### **L'effondrement économique, c'est quoi ?**

L'effondrement économique est un terme assez dangereux et trompeur. Pourquoi ? Parce que l'idée d'effondrement renvoi implicitement à un phénomène brutal et violent.

Pourtant en Grèce, rien n'a cessé du jour au lendemain. Vous y trouvez toujours des hôpitaux (devenus payants), des transports en commun (avec une fréquence moindre), des policiers (pour vous taper dessus avec de plus en plus de violence), des agents des impôts (qui désormais vous vident vraiment les poches), des magasins d'alimentation aux rayons remplis (mais où vous ne pouvez plus rien acheter puisque vous n'avez plus d'argent), etc. Je pourrais vous faire une liste à rallonge.

Que penser alors de la Grèce ? Eh bien la Grèce tourne. 7 ans après le début de la crise, quoi que l'on en dise et en dépit de toutes les difficultés plus que réelles, la Grèce ne s'est pas effondrée en tant qu'État et pays. L'eau coule dans les robinets, et l'électricité fonctionne (encore).

Le cas grec nous montre bien à quel point il ne faut pas confondre cette idée d'effondrement économique avec une réalité qui correspond beaucoup plus à

une lente dégringolade, à une spirale déflationniste et récessive majeure entraînant les peuples dans la misère... sans pour autant conduire (pour le moment) à l'effondrement de la normalité et des structures étatiques, ce qui évite évidemment une situation totalement anarchique.

Vous remarquerez d'ailleurs au passage que les aspects démocratiques s'érodent globalement au même rythme que l'économie se délite. Plus la situation est difficile, plus il est difficile de maintenir l'ordre. Dès lors, les États s'adaptent et se préparent à affronter des situations sociales explosives. Il ne faut pas être un grand devin pour comprendre que les droits démocratiques standards ne sont pas adaptés à des situations exceptionnelles.

### **Pour résumer, il y a en gros deux possibilités.**

Soit nous serons confrontés à un effondrement brutal et violent entraînant ce que l'on appelle une rupture de la normalité (plus de flux d'approvisionnement et de marchandises, coupure des services supports comme les hôpitaux, l'eau courante ou encore l'électricité et l'énergie de façon générale). Dans un tel cas, il n'y a aucun échappatoire ou presque, tout le monde est touché, concerné, ou impacté plus ou moins fortement.

Soit nous serons confrontés, comme en Grèce ou à Chypre, dans une moindre mesure c'est également le cas en Espagne, aux États-Unis, en Italie et bien sûr en France, à une lente descente aux enfers économiques. Mais contrairement à l'hypothèse précédente, il s'agit là non pas d'un risque collectif mais d'un risque avant tout individuel. C'est vous ou votre conjoint qui serez sans emploi. C'est vous dont la maison ou l'appartement sera saisi par le vilain banquier. C'est vous qui serez obligé d'aller vous ravitailler à la soupe populaire, aux foods stamps, ou encore aux Restos du cœur ! Dans un tel cas de figure, il n'y a pas de rupture générale de la normalité, il n'y a que des ruptures individuelles de la normalité. L'eau coulera, l'électricité fonctionnera, vous pourrez faire le plein de la cuve à fioul... mais, vous, vous ne pourrez pas payer les factures, donc vous serez privé de nombreux services supports non pas parce qu'ils n'existent plus, mais parce que vous n'êtes plus en mesure de les acheter financièrement.

### **Les quatre exemples à avoir en tête lorsque l'on parle de préparation**

Il existe de très nombreux exemples de crises plus ou moins violentes et



durables. Nos concitoyens, expatriés notamment dans des zones politiquement instables, savent en général de quoi je parle parce qu'ils ont été confrontés à une évacuation en urgence, sans bagage, ramassés par un convoi militaire les mettant au plus vite dans un avion de l'armée pour être rapatriés. En général, ils perdent tout ! La littérature abonde donc dans tous les sens ! Néanmoins, dans le cas qui nous préoccupe, je pense que les 4 exemples les plus pertinents (si nous devons en retenir uniquement 4) sont les suivants :

- La crise Argentine de 2001. Faillite de l'Argentine en 2001, pays développé et civilisé, dont la crise relativement récente donne un excellent aperçu de ce que peut être un effondrement économique rapide et brutal et de ses conséquences sur la vie quotidienne (très largement dégradée).

- La crise grecque depuis 2007, soit déjà presque 7 années de difficultés à chaque fois grandissantes. Dans ce cas, nous sommes dans une déliquescence plus ou moins lente, sans rupture de la normalité, mais avec désormais 60 % de gens sans emploi, des difficultés réelles pour réussir simplement à se nourrir et alimenter sa famille et ses enfants. Je ne parle même pas de l'accès aux soins...

- La crise chypriote, qui nous donne l'illustration parfaite de ce qui va se passer concrètement chez nous et ailleurs lorsqu'il faudra, ce qui est une quasi certitude, renflouer à nouveau les banques qui, de toutes les façons, ne pourront pas survivre à leur endettement hallucinant et à leurs engagements hors bilan notamment avec les produits dérivés qui, je le rappelle, selon la BRI (banque des règlements internationaux) représentent environ... 700 000 milliards de dollars !!

- Le passage de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans aux USA n'est pas un exemple d'effondrement économique, mais pour l'information de tous, c'est une situation qui nous montre parfaitement ce qu'est une rupture majeure de la normalité. Plus de services support, plus d'État, plus d'approvisionnement, plus de sécurité pour ne pas dire une situation d'anarchie totale, bref... le seul recours, et le seul secours que vous auriez dans un tel cas, serait uniquement le vôtre, votre préparation et vos proches !!

### **Définir ce à quoi l'on veut se préparer !**

C'est l'une des questions clefs pour bâtir votre réflexion dont il pourra, par la suite, découler logiquement des actes de préparation concrets (et nous

verrons lesquels un peu plus loin).

Se préparer à un effondrement brutal va nécessiter en particulier un stockage très important de ressources vous permettant de pallier par exemple à une rupture massive des approvisionnements et à une situation de pénurie durable et généralisée.

Se préparer à un lent délitement va certes nécessiter moins de préparatifs « techniques » ou en tout cas vous risquez de moins en percevoir l'importance et pourtant... lorsque vous serez directement touché par la misère en raison de la perte d'emploi par exemple et de l'impossibilité d'en retrouver un autre, vous pourriez alors avoir quelques regrets...

Bref, dans tous les cas, et parce que je considère intimement (c'est une conviction) que la responsabilité individuelle est non seulement une valeur essentielle, mais qu'en plus on constate lors des événements brutaux les mêmes commentaires des mêmes âmes : « Mais heuuuuu, que fait l'État pour venir m'aider ? » Effectivement, pas grand-chose, car l'État ne peut en général pas grand-chose lorsqu'il y a un mètre de neige ou encore 2 mètres d'eau !! Vous êtes en général, et pendant une période plus ou moins longue, seul et face à vos décisions, face à vos responsabilités. Il ne s'agit pas ni de se moquer ni de mépriser nos concitoyens en difficulté. Loin de là! Nous pouvons tous devenir faible au hasard des accidents de la vie, je dis bien tous, même ceux qui pensent être les plus « forts »! Il s'agit de rappeler que face aux événements brutaux, violents et imprévus nous sommes et nous serons toujours seul! C'est une constante et une certitude, et tant mieux si nous recevons rapidement de l'aide, mais ne comptons pas dessus. Dans ces cas, n'attendez pas d'aide. Aidez-vous vous même, aidez aussi les autres, tendez les mains, bâtissez des solidarités.

C'est donc à vous de définir vos scénarios économiques et de savoir à quoi vous devez ou vous voulez vous préparer. Je vais juste partager avec vous mon raisonnement personnel et familial, nos choix financiers et patrimoniaux. Vous l'adapterez à votre situation ou pas, vous vous y reconnaîtrez ou pas, vous adhérerez ou pas à la démarche, mais c'est la nôtre et elle nous est effectivement personnelle et je ne prétends pas détenir la vérité absolue !... Mais je pense que cela peut nourrir et illustrer le débat autour d'une question que l'on se pose tous à moins d'être volontairement ou pas inconscient : que faire ?

## **Alors que faire ?**

Mon scénario est le suivant, j'ai bientôt 40 ans (pas encore, seulement l'année prochaine, ce qui me fait donc 39 ans), je suis marié (comme vous le savez) et j'ai quelques enfants. Je considère que, dans le meilleur des cas, notre retraite (si nous arrivons jusque-là) sera presque inexistante, surtout si pour des raisons par exemple de santé nous étions obligés d'arrêter de travailler avant l'âge de 95 ans... (J'exagère un peu mais vous voyez bien pour notre génération l'extension de la durée de cotisation...)

Dans le pire des cas, nous serons, avant ce problème de retraite, confrontés à un effondrement économique violent et brutal (20 % de chances, ou plus précisément de malchances) ou plus vraisemblablement à une lente déliquescence économique qui a évidemment déjà commencé (demandez à nos millions de chômeurs) qui finira par exposer l'un des membres de notre couple au chômage de longue durée, voire les deux (60 % de chances). J'estime à 20 % de chances (et là je suis très optimiste) le fait que nous réussissions tous les deux à traverser les temps sombres qui s'annoncent sans embûche ni problème !

L'idée est donc d'organiser notre vie, notre épargne, notre patrimoine en fonction de ces anticipations, ce qui nous permet d'entretenir un haut degré de moral positif, puisque se préparer et s'organiser a une conséquence très concrète : cela fait baisser votre niveau d'angoisse ! Pour vivre heureux, il faut vivre sans angoisse, supprimer les angoisses, supprimer le stress (à ce sujet je vous joins en annexe une très bonne vidéo sur ce sujet d'un psychologue).

Nous vivons en région parisienne dans un clapier aux prix parisiens et à la surface toute parisienne (comprenez « taudis minuscule et hors de prix »). C'est donc un « dortoir » pour pouvoir aller travailler et gagner dignement et honnêtement notre pain de ce jour...

Nous avons investi pour le prix d'une chambre de bonne à Paris dans une maison à la campagne nécessitant quelques menus aménagements et travaux d'intérieur, et aussi d'extérieur, enfin bref, disons que désormais mon fils sait ce qu'il veut faire comme métier quand il sera grand, à savoir « bricoleur » comme papa !

Nous avons quelques réserves de métaux précieux du type pièces d'or et d'argent pour l'aspect épargne.

Nous n'avons que le strict nécessaire à la banque pour payer les crédits, les prélèvements, les factures et les amendes routières...

Nous avons mis en place un Plan Epargne Boîtes de Conserve, à savoir que le presque célèbre (dans notre communauté contrarienne) PEBC est une image pour illustrer le fait de stocker tout ce qui vous semble indispensable à votre vie en cas de coup dur, ou de coup très dur !!

Comme par définition tout stock n'est pas infini, il faut distinguer les ressources de court terme (ce que vous avez en stock), avec les ressources durables et pérennes. C'est donc dans cette optique que nous mettons en place progressivement un potager en utilisant les techniques de permaculture d'une part et une petite innovation personnelle avec un potager dit « permanent » à base de plantes persistantes et comestibles pour lesquelles il n'y a rien à faire (c'est mon côté paresseux qui trouve que la terre est bien basse et que si l'on peut ne pas avoir à planter ses choux tous les ans c'est tout de même nettement plus avantageux !!).

Nous disposons d'une cheminée et d'une cuisinière à bois (faisant également chauffage) avec quelques stères d'avance, histoire de ne pas mourir de froid... même sans le sou !

Bref, en cas de coup dur, en cas de problème, en cas de retraite trop faible, nous pouvons vivre dans cette maison de façon tout à fait décente sans que cela ne nécessite des revenus importants. Nous ne serons jamais autosuffisants et l'autarcie n'est pas un concept à viser à mon sens, ne serait-ce parce que l'homme est un animal social et qu'il a besoin de contact humain.

Je considère donc qu'il s'agit d'une préparation « spectre large » nous permettant de répondre à la plus grande majorité des situations... mais comme toute préparation, ou comme toute stratégie, seule l'épreuve des faits nous permettra de dire si cela était pertinent ou pas.

En attendant, nous avons la chance de pouvoir prendre l'air le week-end, en attendant nous pouvons profiter d'une maison pour nos vacances et voir les enfants courir dans le jardin, en attendant que ce soit définitivement interdit par les arrêtés préfectoraux, nous avons le plaisir de nous détendre devant une bonne flambée dans la cheminée, un verre à la main, nous avons la chance de pouvoir recevoir nos copains et nos amis et de passer des moments

ensemble, bref, nous avons tout simplement la chance de pouvoir profiter des petits bonheurs de la vie, qui sont si importants pour pouvoir affronter l'adversité d'un monde de plus en plus difficile.

### **Le bonheur et le plaisir !**

Étant d'un naturel fondamentalement très optimiste et joyeux, je voulais juste partager avec vous une autre idée, celle du bonheur et du plaisir (et je vous renvoie encore à cette vidéo de ce psychiatre qui explique si bien pourquoi notre société matérialiste et consumériste est aussi psychotoxique).

Voir le monde tel qu'il est, voir les risques tels qu'ils sont, doit nous rendre plus forts, plus responsables pour nous et nos proches, plus solides, plus prudents, mieux formés (l'acquisition de techniques et de savoir-faire est essentielle) mais sans jamais nous faire oublier pourquoi nous souhaitons anticiper ! Nous souhaitons anticiper car nous voulons protéger ceux que nous aimons et nous voulons protéger leur capacité et la nôtre à accéder au bonheur et à une forme de plaisir quelles que soient les circonstances.

Alors si je puis me permettre à défaut de conseil au moins une suggestion, dans nos préparatifs indispensables pour affronter la tempête qui vient, n'oublions pas que cela peut être et doit être aussi une source de plaisirs partagés, du fait de profiter de son potager au plaisir de faire des choses avec ses enfants, d'apprendre de nouvelles techniques et d'enrichir nos savoirs, tout cela peut donner du sens, et au bout du compte du bonheur ! Contrarien sans aucun doute, « pessimiste » au sens des autruches et des moutons qui attendent la tonte sans broncher certainement, mais au bout du compte, car il n'y a que cela qui compte, heureux de l'être !! Contrarien mais content !!

Restez à l'écoute.

## **La Fed a-t-elle favorisé la robotisation de la main-d'oeuvre ?**

20 fév 2014 | [Bill Bonner](#)

▪ D'un strict point de vue personnel, il est très amusant de souligner les défauts des autres... et de leur donner des conseils utiles. Imaginez que vous êtes au restaurant. Vous voyez un gros homme commander un fondant au chocolat pour le dessert. Allez le voir et offrez-lui de le manger à sa place. Ou

bien imaginez que vous êtes à l'église. Vous avez entendu dire que M. Montagne fait des galipettes avec Mme Mordant. Il est quasiment de votre devoir de citoyen de leur dire quelque chose à tous les deux. Ou imaginez que votre épouse, distraite, a laissé brûler les brocolis. Indubitablement, il lui sera bénéfique de lui rappeler de faire attention quand elle cuisine le dîner.

*Evidemment, cette sorte de commentaire utile n'est pas toujours appréciée à sa juste valeur.*

Evidemment, cette sorte de commentaire utile n'est pas toujours appréciée à sa juste valeur.

Au niveau public, c'est beaucoup plus facile. Il y a quelques jours, rappelez-vous, David Brooks s'inquiétait de ce que [les Américains ne](#)

[déménagent pas assez souvent](#). Il avait aussi une solution : des bons de déménagement.

Tom Friedman est une excellente source d'idées tout aussi lumineuses. Dans l'un de ses éditoriaux, il avait décidé que les gens ne conduisaient pas assez de véhicules électriques. La solution ? Leur offrir le parking gratuit ! Dans un autre classique, il suggérait de mettre en place une "Commission nationale pour bien faire les choses". Nous ne nous rappelons pas les choses en particulier que le pays faisait mal à l'époque d'après lui... mais nous ne doutons pas que si l'administration Bush avait pris ses conseils plus au sérieux, les erreurs auraient été corrigées il y a des années de ça.

#### ▪ Mettez les robots en esclavage !

A présent, dans le *Financial Times*, Martin Wolf attire l'attention sur l'échec des classes ouvrières partout dans le monde : ils ne peuvent pas faire concurrence aux robots, dit-il.

"Réduisez les robots en esclavage et libérez les pauvres", propose-t-il.

Qu'a-t-il contre les robots ? Il doit les considérer comme des traîtres mécaniques. Ils ne font pas grève. Ils ne répondent pas. Ils font moins d'erreurs. Ils ne boivent pas pendant les heures de travail. Ils fonctionnent même les jours fériés. Et on peut les programmer pour qu'ils soient polis en plus d'être compétents.

*Nous céderons volontiers notre place à toute machine qui se débrouille mieux que nous.*

Ma foi, tout robot qui voudrait notre poste peut l'avoir. Inutile de le réduire en esclavage.

Simplement, que ce soit fait équitablement : nous céderons volontiers notre place à toute machine

qui se débrouille mieux que nous. Ce serait bien si on en trouvait un qui prenne aussi le poste de Wolf.

Mais là où nous voyons une opportunité, Wolf voit un problème. 47% des emplois sont menacés par l'automatisation, dit-il. Qu'arrivera-t-il alors aux salaires ?

Eh bien, inutile d'aller plus loin que l'esclavage lui-même pour le savoir. Les esclaves, qu'ils soient humains ou robots, sont considérés comme une forme de capital. Après les coûts d'entretien, les profits de leur travail vont à leurs propriétaires.

### ▪ **Les banques centrales, responsables de l'automatisation ?**

*Plus le coût du capital est bas, plus les robots prennent leur place dans la main-d'oeuvre...*

Wolf n'en parle pas, mais les robots devraient rendre grâce aux banques centrales. En réduisant les taux d'intérêt, elles réduisent aussi le coût du capital. Avec un taux d'intérêt zéro, par exemple, le coût réel d'un robot est de zéro. Et si ce robot

peut remplacer un employé marginalement compétent et qui a en plus une mauvaise attitude, l'employeur fait un profit de 42 000 \$ (aux coûts américains)... sans compter l'assurance maladie et la place de parking. Plus le coût du capital est bas, plus les robots prennent leur place dans la main-d'oeuvre... et plus le coût de l'emploi chute.

Et maintenant, au lieu de passer ses journées à trimer dans une usine bruyante, l'ancien ouvrier pourrait être à la bibliothèque, à étudier l'araméen, ou dans sa cave, à travailler à un moteur à air non polluant.

Mais attendez. Il pourrait y avoir "un choc d'ajustement considérable à mesure que les ouvriers sont licenciés ; les salaires sur le marché des travailleurs non-qualifiés chuteront bien au dessous d'un minimum socialement acceptable ; et si l'on ajoute à cela d'autres nouvelles technologies, les robots pourraient rendre la distribution des revenus encore plus inégale qu'elle l'est actuellement".

### ▪ **Vite, un plan !**

Le spectre des revenus inégaux est si alarmant que M. Wolf n'attend pas l'invasion des robots. Il veut que nous soyons prêts. Il nous donne *cinq* choses que nous devrions faire... ou auxquelles au moins penser.

Premièrement, nous devons "former" les bons nouveau robots... et gérer les

mauvais, quoi que cela signifie.

Deuxièmement, l'éducation "n'est pas une baguette magique". Bien sûr, nous n'avons jamais pensé que c'était le cas... Et de toute façon, on peut probablement apprendre des choses à un robot plus rapidement et plus facilement qu'à un enfant de 10 ans.

*Les gens n'ont pas besoin de la permission de M. Wolf pour s'amuser, activement ou paresseusement.*

Troisièmement, il faut "laisser les gens s'amuser activement". A nouveau, nous n'avons pas la moindre idée de ce qu'il veut dire. Les gens n'ont pas besoin de la permission de M. Wolf pour s'amuser, activement ou paresseusement.

Quatrièmement... oh-oh... "il faudra redistribuer les revenus et la richesse". Là, il en vient au but. Il veut contrôler là où va l'argent. Peut-être que "l'Etat [devrait] obtenir une part automatique des profits générés par la propriété intellectuelle qu'il protège", dit-il.

Cinquièmement, n'oublions pas le besoin de "s'assurer que la demande se développe en tandem avec la hausse de production potentielle".

Vous vous rappelez toutes ces choses que vous avez apprises sur le fonctionnement d'une économie... comment l'offre et la demande se régulent elles-mêmes ? Vous vous rappelez ? Grâce aux prix. Quand l'offre est basse... les prix grimpent... et les producteurs s'activent. Quand les prix chutent, les producteurs lâchent du lest ; la baisse des prix signale un excès d'offre.

Eh bien oubliez tout ça. M. Wolf est d'avis que l'offre et la demande devraient être contrôlées, pour qu'elles grimpent toutes deux au même rythme. Peut-être qu'il nous expliquera comment ça fonctionne dans un futur article...

**« Ils ne comprennent rien à l'économie ! Suppression des auto-entrepreneurs, limitation du nombre de stages! Ils sont fous et dangereux!! »**

**Harles Sannat 20 février**

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !



« D'abord ne pas nuire », c'est le principe qui est censé prévaloir en toutes circonstances en médecine. Lorsqu'un patient arrive, il faut d'abord... ne pas lui nuire ! Voilà l'un des plus beaux principes de la médecine qu'il faudrait évidemment appliquer à l'économie.

Lorsque nos dirigeants prennent des décisions... avant toute chose, ils devraient s'assurer que leur décision ne nuira pas. Or nous avons aujourd'hui deux superbes exemples de crétinerie mamamouchesque à l'œuvre dans notre beau pays... pour notre plus grand malheur à tous.

Hier, je m'emportais dans un billet du Contrarien sur la dernière loi de notre gouvernement votée par l'Assemblée nationale qui n'est devenue qu'une chambre d'enregistrement idéologue ou des pleurs des différents lobbies.

### **L'auto-entreprise c'est officiellement terminé !**

Voilà ce que je disais :

« En effet, c'est une honte et un véritable scandale totalement passé sous silence par nos gentils médias béni-oui-oui !

Le projet de loi Pinel sur l'artisanat et les PME qui vient d'être adopté par l'Assemblée supprime ni plus ni moins le régime des auto-entrepreneurs qui était bien la seule chose qui fonctionnait à peu près facilement dans ce pays.

Le gouvernement a finalement décidé de fusionner leur régime avec celui de la micro-entreprise.

Désormais, il n'y a plus aucun régime de l'auto-entreprise mais bien un alignement sur le statut de la micro-entreprise qui, entre autres joyeusetés, va permettre :

- à tous les auto-entrepreneurs d'être taxés très fortement puisqu'ils vont être assujettis au RSI, un organisme avec lequel tout le monde passe de très agréables moments administratifs ;
- puis à la CFE qui est le nouveau nom de la taxe professionnelle mais en plus cher et en plus coûteux ;
- puis ils devront tenir un livre de comptes, puis une comptabilité ;
- puis justifier de diplômes et de qualifications ;
- puis également auront l'obligation de souscrire à une assurance professionnelle dont les montants en fonction de l'activité peuvent être très élevés ;

- enfin il faudra qu'ils fassent un stage avant d'ouvrir leur auto-entreprise, un stage évidemment payant !

- mais l'État qui est vraiment très gentil, un socialiste est forcément très gentil et tous les autres qui ne pensent pas la même chose sont forcément des gens de la droite « rance » qui regarde le passé, à l'idéologie nauséabonde rappelant les heures sombres de notre histoire, donc comme ils sont gentils disais-je ils vont faire bénéficier les auto-entrepreneurs d'un accompagnement...

Mais bon sang, les auto-entrepreneurs comme les entrepreneurs tout court ne veulent pas être accompagnés (surtout pas), ils voudraient juste qu'on leur foute la paix, vous entendez ? Arrêtez d'emmerder votre peuple avec un empilement de lois économiques plus débiles les unes que les autres et qui ne répondent à rien sauf à justifier le travail quotidien de quelques milliers de fonctionnaires... et surtout de nos parlementaires députés comme sénateurs.

Notre gouvernement, qui est certainement l'un des plus mauvais de tous les temps, vient donc d'enterrer le statut d'auto-entrepreneur dans un silence assourdissant.

Il devient donc urgent de fermer immédiatement votre auto-entreprise et de migrer vers d'autres solutions qui vous permettront soit de bénéficier de l'assistance sociale et de devenir un assisté, ce que semble souhaiter ce gouvernement d'abrutis économiques, soit d'ouvrir carrément une SASU qui vous permet de ne surtout pas avoir à traiter avec un organisme comme le RSI dont la réputation n'est plus à faire.

Un seul conseil désormais : fuyez ce régime dont tous les avantages ont été purement et simplement annulés par un projet de loi scandaleux. Ce statut était insupportable pour les lobbies des plombiers et des serruriers (sans que personne ne se pose la question du prix de certaines prestations) et insupportable pour ce gouvernement dont l'idéologie gauchisante absurde le conduit à préférer l'assistanat de masse avec des déficits et une faillite à la clef, plutôt que de laisser aux gens la possibilité de se débrouiller seul... et dans la dignité.

Arrêtez tout et ne devenez surtout pas une micro-entreprise. Il existe d'autres statuts comme la SAS. Renseignez-vous. »

Bon, je rajouterais que cette nouveauté devrait rentrer en vigueur dès le 1er

janvier 2015, ce qui vous laisse encore quelques mois pour clore votre activité sous ce statut et la migrer impérativement vers une solution vous permettant d'éviter les fourches caudines du RSI, organisme qui hante les nuits même des experts comptables les plus sérieux et sereins...

### **Que va-t-il donc se passer ?**

Des milliers d'auto-entreprises vont fermer. Les gens iront demander les assedics à notre ami Paul Emploi ou un RSA avec une CMU. Tout bon pour la réduction des déficits.

Des milliers de gens vont repasser directement leur activité au noir (au black quoi), ce qui va conduire à une baisse importante des rentrées fiscales et des cotisations. Tout bon pour la réduction des déficits.

Quelques centaines d'auto-entrepreneurs qui allaient réussir brillamment seront sans doute stoppés dans leur élan créateur... et ne feront rien. Ce n'est évidemment pas bon pour la création d'emploi mais tout le monde s'en fout apparemment.

Enfin, n'ayant plus aucune charges à payer puisque travaillant au black, ceux qui « piquaient » le boulot aux vrais entrepreneurs... seront désormais encore moins cher puisque il n'y aura même plus les 20 % et quelques à payer... la concurrence sera encore plus féroce ! Et c'est bien fait pour eux.

Bref, encore une fois c'est une très mauvaise idée. Mais rien n'arrête ce gouvernement et certainement pas le principe du « ne pas nuire ».

### **Stages : les députés se penchent sur les abus, le Medef proteste**

Autre idée brillante de nos zélus zélés : s'attaquer à cette horreur innommable que représentent les stages en entreprises... Beurk, caca boudin crotte les stages. Les patrons qui sont forcément des méchants abusent évidemment de ces pauvres petits et gentils stagiaires qui sont des victimes du grand capital...

Il faut donc d'urgence légiférer sur les stages à un moment n'est-ce pas où le chômage des jeunes bat des records historiques et qu'il est plus que difficile pour nos jeunes enfants de s'insérer dans le milieu professionnel.

Notre gouverne-ment, avec sa clairvoyance habituelle, a donc eu une idée géniale et économiquement brillante permettant de mettre à l'abri ces futures

victimes définitivement du monde du travail. Ils seront chômeurs à vie mais avec nos zamis socialistes c'est forcément pour leur bien et pour les protéger du côté obscur de Monsieur Gattaz, le Dark Vader de l'entreprise à lui tout seul...

L'idée géniale c'est donc de limiter à 10 % le nombre de stagiaires dans une entreprise... ce qui revient de facto à imposer une limite au nombre de stages disponibles ! Quelle bande de crétins.

Y a-t-il des abus dans les stages ? Oui ! Sans conteste, surtout à l'Assemblée nationale et au Sénat (mais pour eux c'est forcément différent), surtout dans la presse et dans les médias. Ok. C'est vrai. De façon générale, dans tous les secteurs où nos jeunes rêvent de bosser... Par exemple, McDo n'arrive pas à trouver de stagiaires pour faire équipier... car pour un poste de caissier ne faisant rêver personne eh bien... il faut que les entreprises payent pour trouver du monde. Là où tout le monde veut aller... le « salaire » du stage, appelé « prime de stage », s'effondre. Logique, cela porte le nom de loi de l'offre et de la demande en économie.

### **Faut-il lutter contre ces abus ?**

Pour moi la réponse est très simple. NON. Tant pis ! Tous les gamins en stage de 6 mois sans vacances pendant 6 mois s'en sont remis assez vite ! Enfin on peut déjà lutter contre des abus évidents et manifestes mais fichons la paix une fois de plus aux entreprises et aux jeunes car les stages aussi imparfaits soient-ils ont fait la preuve de leur réussite pour permettre à nos jeunes de trouver du travail.

L'important n'est pas le confort du stagiaire mais bien le fait qu'il puisse apprendre et rejoindre une entreprise qui bien souvent, il ne faut pas l'oublier, lui permettra d'apprendre des choses et même le recrutera à la fin en CDI parce que ce petit jeune est « très bien et très sérieux » !!

Selon le Conseil économique, social et environnemental le nombre de ces stages a presque triplé en moins de dix ans, notamment à cause de leur généralisation dans les cursus de l'enseignement secondaire et supérieur. On en dénombrait 600 000 en 2006, il y en a aujourd'hui 1,6 million par an !

Pourquoi à votre avis ? Parce que les jeunes veulent faire des stages, que les entreprises veulent faire faire des stages aux jeunes pour les former et les

dégrossir un peu. Sinon on recrute un adulte de 30 ou 40 ans qui, lui, sait ce que travailler veut dire et qui a un peu plus de plomb dans la tête.

Sans piston, il est déjà très difficile de trouver un stage. Alors imaginez sans piston et maintenant avec la loi qui les limite à 10 % des effectifs... les entreprises ne dépasseront pas le quota. Et seuls les pistonnés trouveront un stage.

Encore une fois, les plus défavorisés seront encore plus défavorisés et c'est l'exemple même d'une mesure juste et gentille qui se transforme dans les faits en une mesure porteuse de profondes injustices.

### **Limiter en plus la durée du stage...**

« La proposition de loi prévoit aussi de renforcer les contrôles de l'inspection du travail et de rendre obligatoire l'inscription des stagiaires dans le registre unique du personnel. La durée des stages serait par ailleurs limitée à 6 mois. »

Voilà une idée qu'elle est encore plus meilleure... c'est vrai ça, faudrait surtout pas que le jeune qui va devoir bosser jusqu'à 75 ans pour avoir une pension de retraite de misère se fatigue plus de 6 mois en stage quand il est jeune... attendons qu'il soit vieux et grabataire pour le forcer à aller bosser en déambulateur ! Donc histoire que le jeune soit le moins bien formé possible réduisons la durée des stages... Pourquoi pas limiter une telle violence à 6 semaines. 6 mois c'est trop long. Et puis un stage de 10 mois débouchant sur un boulot en CDI parce que tout le monde s'est habitué à l'aide du petit jeune... vous n'y pensez pas !

Mon papa, qui a toujours été un homme sage tenant cela lui-même de son père, m'a expliqué avant mon premier stage que je devais toujours faire tous les efforts nécessaires pour aider au maximum les gens et leur rendre service. Alors j'ai rendu service et j'ai aidé les gens pendant 10 mois. J'ai fait des photocopies, beaucoup, j'ai pris des notes énormément, j'ai tapé des comptes rendus pour les chefs, en clair j'ai fait un boulot de secrétaire... évidemment au bout de 10 mois, quand il fallait partir, les chefs qui voulaient tous des présentations sous PowerPoint version Windows 3.1 (les « anciens » comprendront) et qui n'avaient personne ne sachant le faire m'ont bien vite trouvé un CDI... C'était en 1997, il n'y avait pas de travail, c'était la crise...

Alors lorsque j'entends nos députés crétins m'expliquer qu'il faut en finir avec les stages « photocopie » je leur réponds tout net : « Non messieurs, les députés. Il ne faut pas en finir, il faut les continuer, les poursuivre et les amplifier ! Tout le monde ne sort pas diplômé de l'ENA et pour ceux qui n'ont pas la chance comme moi d'être énarque en général Messieurs les députés... même si cela peut vous horrifier, à 20 ans on commence tous par faire quelques photocopies et tâches de classement pas véritablement exaltantes mais cela à une vertu assez extraordinaire qui ne peut qu'échapper à nos zélites qui en manque cruellement... cela apprend l'humilité.

### **Les vacances du stagiaire...**

« La commission des Affaires sociales de l'Assemblée a rajouté mercredi une disposition prévoyant l'inscription systématique dans la convention de stage de la possibilité de bénéficier de congés et d'autorisations d'absence pour tous les stages de plus de deux mois. »

Eh oui mes braves gens... c'est vrai ça, pour un jeune de 20 ans au bout de 2 mois, vite des congés payés et des vacances... sauf que finalement lorsque tous les salariés sont en vacances c'est en général l'occasion pour les stagiaires de prendre du galon et de montrer qu'ils peuvent aussi faire tourner la boutique... Lors des vacances des autres, être au boulot eh bien... c'est vraiment être au boulot et lorsque le boulot a été bien fait, c'est la preuve que vous pouvez être utile à l'entreprise et en général on vous recrute (il y a comme partout de méchants patrons mais pour la majorité dans les PME les patrons sont très largement attachés à leurs gens et sont en général très fiers de faire « manger » des familles entières à la fin du mois).

### **Le rôle encore constructif de la CGT... pathétique syndicat**

« La CGT, qui estime « au minimum à 100 000" le nombre d'emplois « dissimulés » sous couvert de stages, a appelé les parlementaires à ne pas « céder au chantage du Medef ».

Reprenons la vérité madame la CGT voulez-vous ! Sur 1,6 million de stages chaque année, pour vous la CGT, il y a au minimum 100 000 emplois dissimulés... soit largement moins de 10 % mais plutôt 7 % !

Résultat : pour éviter 7 % de problème selon les propres chiffres de la CGT, nous allons sacrifier 93 % de stages positifs et qui permettent à nos jeunes de

se former et de trouver du boulot dans un monde qui en manque cruellement. Alors c'est au chantage de la CGT qui ne représente rien du tout qu'il ne faut pas céder et qu'il faudrait mettre enfin un terme!

Hélas, notre gouvernement est totalement prisonnier de son aile gauche et communisante. Hollande le Mou doit donner en permanence des gages aux patrons et des gages aux forces de l'extrême gauche rendant son action parfaitement illisible et en permanence contradictoire.

Alors il est urgent et indispensable qu'un maximum de voix de tous les bords s'élèvent pour rappeler à ce gouvernement d'opérette ce grand principe qui doit présider à toute prise de décision « Primum non nocere », d'abord, ne pas nuire, car ce gouvernement et ses décisions sont funestes et nuisibles à notre pays, à notre économie et à notre peuple.

Restez à l'écoute.

## **URGENT : Échec ! L'Allemagne lève 3,80 milliards d'euros mais en souhaitait 5 !!**

C'est une dépêche de l'AFP qui nous a appris que l'Allemagne n'a pas réussi à attirer autant de demandes que ce qu'elle offrait pour une émission obligataire à 10 ans (Bund), a annoncé mercredi la Banque centrale allemande chargée de l'opération, soit une première depuis septembre 2012.

« L'Allemagne proposait un volume de 5 mrd EUR de titres à échéance février 2024 et n'a reçu des offres qu'à hauteur de 4,33 mrd EUR, rendant cette opération « techniquement sous-souscrite. »

« Le taux de rendement moyen est ressorti à 1,64 %, contre 1,77 % lors de la dernière émission de même échéance fin janvier. »

« Finalement, le pays a choisi de ne lever que 3,80 mrd EUR, ce qui lui permet d'indiquer que l'opération a été sur-souscrite selon un ratio de 1,1. Comme à son habitude, l'Allemagne a retenu le reste de la mise, 1,20 mrd EUR, pour la placer progressivement sur le marché secondaire. »

### **Traduction :**

L'Allemagne, le plus beau pays et la meilleure économie de la zone euro sur le papier, voulait lever 5 milliards d'euros pour financer sa dette, hélas il

n'ont trouvé que 3,8 milliards... En fait beaucoup moins puisque sur ces 3,8 milliards, 1,2 a été acheté par la Banque centrale allemande elle-même... ce qui porte le nom de « monétisation » lorsque c'est la banque centrale qui achète la dette de son propre pays. Évidemment, les Allemands vont revendre ces obligations sur le marché secondaire et espèrent sans doute un léger bénéfice.

Sauf que la réalité c'est qu'il n'y avait juste pas d'acheteur pour de la dette allemande aujourd'hui... Bien sûr ce n'est pas vraiment une bonne nouvelle et les taux d'emprunt de la France pourraient monter lors des prochaines émissions d'obligation du Trésor français.

Il est très important de suivre avec une très grande attention le marché des obligations d'États car c'est de lui que peut venir un risque d'effondrement systémique de tout le système économique de la zone euro.

## **De plus en plus d'Européens semblent avoir l'intention de détruire l'UE de l'intérieur**

Je vous conseille la lecture de cet article inquiétant de l'Express.be sur tous ces Européens qui en ont plus que marre de la « démocratie » européenne et des diktats bruxellois. J'en fais clairement partie et je considère que l'Europe telle qu'elle fonctionne est beaucoup plus LE problème que la solution à nos problèmes.

Évidemment les partis eurosceptiques voient leur cote de popularité exploser à la hausse, et beaucoup s'inquiètent de voir un Parlement européen... anti-européen, ce qui ma foi pourrait être assez drôle.

Je pense d'ailleurs, et c'est un sentiment et une analyse personnelle, qu'un parti comme le FN en France mais c'est le cas pour l'ensemble des partis dits extrême-droite en Europe feront des scores très élevés aux élections européennes mais nettement moins forts dans les scrutins nationaux.

En clair, pour la France, je pronostique un raz de marée Front National pour les européennes, mais aux municipales la vague bleue Marine devrait être nettement moins forte.

Si tel était le cas, cela montrerait sans ambiguïté le rejet massif de l'Europe que l'on nous impose et que l'on nous refuse de choisir.



« A moins de 100 jours avant de pouvoir désigner qui nous représentera au cours des cinq prochaines années au Parlement européen, les partis eurosceptiques sont bien placés dans les sondages politiques dans un certain nombre de pays de l'UE. Dans deux pays de la zone euro – les Pays-Bas et la France – les partis anti-européens pourraient même remporter les élections. Geert Wilders du Parti de la Liberté et Marine Le Pen du Front national militent tous deux pour une sortie de l'euro. Dans d'autres pays, ces partis veulent limiter le pouvoir de Bruxelles, voire complètement démanteler l'UE. En Grande-Bretagne, le parti eurosceptique de Nigel Farage, l'UKIP, se classe juste après les Travaillistes dans les sondages, et devant les Conservateurs. »

## **USA/Immobilier : chute de 16 % des mises en chantier en janvier**

C'est un article des *Échos* qui revient sur les dernières statistiques concernant les mises en chantier aux États-Unis qui ont subi en janvier leur chute la plus importante depuis près de trois ans avec un recul de 16,0 %.

Évidemment, pour se rassurer, tout le monde explique que c'est à cause du froid... c'est sans doute en partie vrai car il est difficile de couler du béton par -50°, nous sommes tous d'accord là-dessus... Cependant même les ventes de doudounes sont en chute... Il est donc possible de se poser quelques questions sur la solidité de la reprise économique US qui nous est tant vantée ces derniers mois !!

Enfin, cela s'accompagne d'une forte baisse du sentiment des promoteurs immobiliers qui a lui aussi plongé en février comme jamais auparavant, montre l'indice NAHB/Wells Fargo.

« L'indice a plongé de dix points à 46 par rapport à janvier. C'est la première fois depuis mai 2013 qu'il se situe sous la barre des 50. Un indice inférieur à 50 signifie qu'une majorité de constructeurs juge les conditions de marché défavorables. »

Si la baisse des mises en chantiers est liée uniquement au froid, le moral des promoteurs ne devrait pas chuter autant, puisqu'ils auraient un carnet de commande assez plein et juste décalé dans le temps en attendant que la météo redevienne plus clémente. Bref, une période fort peu agréable mais tout ce

qui ne se construit pas maintenant se construira après... il n'en est rien. Je pense donc qu'il se passe quelque chose de plus grave et de plus profond sur le marché immobilier américain. Il ralentit. Tout simplement. Il ralentit parce que le chômage ne baisse pas.

## **La FED s'interroge sur une prochaine hausse de ses taux ! Attention danger pour les cours de l'or**

C'est un article de BFM TV qui revient sur les dernières « minutes » (compte rendu) de la dernière réunion de l'institution américaine qui viennent d'être publiées.

Plusieurs des membres de la FED se sont interrogés sur « l'opportunité de relever les taux d'intérêts relativement tôt ». Des taux qui sont à leur plus bas depuis cinq ans.

« Plusieurs participants ont argué qu'en l'absence d'une modification sensible des perspectives économiques, il devait y avoir une présomption claire favorable à la réduction régulière du rythme des rachats d'un total de 10 milliards de dollars à chacune des réunions (de politique monétaire) », peut-on ainsi lire dans le texte.

Alors il est assez difficile de comprendre ce changement de discours dans les minutes de la FED alors que Janet Yellen, il y a quelques jours, déclarait lors de sa conférence de presse que l'argent continuerait à couler à flots et cela avait d'ailleurs calmé les marchés qui étaient dans une situation de pré-krach.

Je persiste à croire que l'économie US ne peut en aucun cas supporter une remontée des taux d'intérêt. Les mises en chantier se sont effondrées aux États-Unis même si évidemment ce n'est que la faute du froid...

Banques fragiles, croissance anémique et liée à de la dette, immobilier en berne, endettement massif, chômage particulièrement élevé, marchés financiers au plus haut... bref, si la FED arrête les QE et augmente les taux, c'est toute l'économie qui va retomber assez rapidement en récession.

Résultat ? Les USA sauveront peut-être le dollar mais sans doute pas l'État fédéral endetté à plus de 105 % du PIB... Monter les taux c'est la certitude de provoquer une nouvelle crise financière avec un nouveau krach boursier. Quel est donc l'intérêt. Si la FED fait cela, alors c'est qu'elle souhaite créer

une nouvelle crise car les conséquences d'une montée des taux sont parfaitement connues et prévisibles.

Dans un 1er temps, cela pourrait être très difficile pour les cours de l'or mais rapidement les marchés verront bien que c'est l'insolvabilité de l'État américain et des autres qui se profile car si les USA montent les taux, personne ne voudra de la dette des pays européens qui, du coup, devront aussi monter les leurs, étouffant toutes les tentatives de reprise... C'est une aberration économique.

## **La Chine devient le plus grand consommateur d'or au monde en 2013 (CMO)**

LONDRES, 18 février – Pour la première fois, la Chine est devenue le plus grand marché d'or du monde en 2013, a-t-on appris d'un rapport publié mardi par le Conseil mondial de l'or (CMO), une institution basée à Londres.

L'année dernière, la demande chinoise en or a établi un nouveau record remarquable de 1 066 tonnes, enregistrant une hausse de 32 % par rapport à l'année précédente, a déclaré le CMO dans son rapport annuel sur les tendances de la demande d'or.

Cette hausse propulsée par les consommateurs résulte notamment de la dégringolade du prix de l'or au second trimestre de 2013, ajoute-t-il.

D'une vue globale, la demande mondiale d'or en 2013 a enregistré une baisse de 15 % par rapport à 2012 pour s'élever à 3 756,1 tonnes tandis que la demande de bijoux a connu la plus forte augmentation en volume depuis 1997 pour s'établir à 2 209 tonnes, affichant une hausse de 17 % sur le glissement annuel.

Quant au palmarès des pays possesseurs d'or, les États-Unis se retrouvent en tête, avec 8 133,5 tonnes alors que la Chine est classée au 6e rang, avec 1 054,1 tonnes.

« Nous considérons toujours que la Chine est engagée sur une trajectoire de croissance à long terme et elle va certainement apporter une contribution importante au marché cette année, et il est plus que probable qu'elle demeure le plus grand marché d'or du monde d'ici la fin de l'année », a déclaré Marcus Grubb, gérant des investissements du CMO.

Basé à Londres, le CMO est l'organisation veillant au développement du marché pour l'industrie de l'or.

Agence de Presse Xinhua

## **Analyse & décryptage**

32 % de hausse de la demande d'or en Chine c'est considérable et c'est une excellente nouvelle.

C'est la politique massive d'acquisition d'or par les Chinois qui a bien permis d'enrayer la chute des cours en 2013. La Chine et son appétit pour l'or reste le plus grand facteur de stabilité des cours pour le métal jaune. Nous le disions, nous l'affirmions, en voici la preuve chiffrée.

Si l'Inde revient sur le marché, la hausse des prix risque d'être assez spectaculaire. Attendons et observons, cette année 2014 risque de nous réserver un excellent cru !!

## **BNP Paribas rachète l'activité de dérivés sur action de la RBS (Royal Bank of Scotland)**

Royal Bank of Scotland, qui était en faillite il y a deux ans, avec des queues immenses de clients désespérés souhaitant sauver leur épargne, a vendu ses activités de dérivés sur actions à son rival français, BNP Paribas, ainsi que les 200 employés qui travaillent au sein de ce département !

Cette acquisition a été traitée très discrètement en France pour ne pas dire passée sous silence.

Je ne sais pas quelle mouche a piqué BNP Paribas pour aller racheter cette activité de dérivés sur actions qui sont des activités particulièrement risquées dans le contexte actuel de fort risque de krach boursier, de forte volatilité, de changements de règles prudentielles.

Avec cette acquisition consommatrice de fonds propres, la BNP « augmente » son bilan au lieu de le réduire, ce faisant, la BNP fait peser plus de risques sur l'économie française.

## **Baltic Dry Index et état de l'économie : mes neurones déclarent forfait**

20 février 2014 | Gilles Leclerc

Le Baltic Dry Index (BDI) est un indice des prix pour le transport maritime en vrac de matières sèches (minerais, charbon, métaux, céréales, acier, ciment, etc.). Le coût du fret maritime varie avec la quantité de marchandises transportées. Et comme ces marchandises servent de base à la production industrielle, cet indice est vu comme un bon indicateur d'une croissance (ou décroissance) future de la production. **C'est un indicateur avancé de l'état réel de l'industrie**, donc du ronronnement du moteur de l'économie mondiale.

### Que raconte le BDI ?

Aïe. Il est au plus bas : retombé au niveau de la crise de 2008.



*Cliquez sur le graphique pour l'agrandir*

Alors je me pose une question idiote : comment se fait-il que les banques centrales et autres agences gouvernementales nous abreuvent de statistiques rassurantes pour nous faire avaler que la production industrielle se porte bien, que la "crise est derrière nous" et que les perspectives économiques sont bonnes (ou tout du moins s'améliorent)... alors que le BDI montre exactement l'inverse ?

Y aurait-il quelque chose de pourri au royaume du Danemark ?

Mes trois neurones surchauffés, proches d'un *burn-out* fatal face à cette

contradiction flagrante, me laissent entrevoir deux possibilités.

1 – Les matières sèches, vitales pour nos industries, transitent maintenant par avion, chemin de fer ou téléportation.

2 – Ces statistiques ne reflètent pas la réalité. Voire la travestissent. Possible ? Pour nous aider à réfléchir, rappelez-vous cette citation de Winston Churchill en la matière : *“Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées”*.

Ca s’est donc déjà fait, ça peut se refaire. Mais quand même. La Fed par exemple. Son discours est censé non ? Elle s’évertue à nous rassurer dans des discours où chaque mot est savamment pesé, chaque virgule soigneusement placée de façon à tranquilliser les marchés, nous assurant que tous les signes de reprise sont bien là et que les statistiques sont là pour le prouver...

... Mais que, quand même — sait-on jamais — il est hors de question de laisser les marchés des taux (obligations) se confronter au *pricing* du risque et au verdict d’un marché libre et efficient — base quand même du libéralisme si cher aux Etats-Unis, je vous le rappelle.

Donc la Fed, grâce à son intervention salvatrice version Gosplan\* maintient de tout son poids les taux sous le joug de sa politique monétaire. Alors que la reprise est là, nous dit-elle ?!

Décidément, cher lecteur, mes pauvres trois neurones n’en peuvent plus. Dans un effort ultime j’essaye de résumer la logique de la Fed et ses contradictions.

Résumons la position de la Fed en guise de conclusion :

Plus il y a de gruyère, plus il y a de trous.

Plus il y a de trous, moins il y a de gruyère.

Donc. Plus il y a de gruyère, moins il y a de gruyère.

Allez, courage et à la semaine prochaine !

Gilles

\*Gosplan : Le Comité étatique pour la planification était, en Union soviétique, l’organisme d’Etat chargé de définir et de planifier les objectifs économiques à atteindre. Il a été créé en février 1921 et son rôle s’accrut en 1928, quand fut appliqué le premier plan quinquennal qui prévoyait une industrialisation rapide.

# Consommation et production d'énergie en Europe...

Patrick Reymond 20 février 2014

Les chiffres d'eurostat sont parus, entre 2006 et 2012, la consommation globale de l'UE a décréu fortement, passant de 1830 millions de TEP, à 1680, retrouvant le niveau de 1990 (1670 millions de TEP).

La baisse est donc de 8 %, et elle amène un certain nombre de remarques :

- la baisse, pour certain, est liée à la paupérisation (Grèce - 14.4, Portugal - 15.2, Roumanie - 12.8, Lituanie - 17),
- pour d'autre, la problématique est différente. Pour le Danemark et l'Allemagne, c'est une politique, à la fois d'économie d'énergie, et un renouvellement technique, par le renouvelable.
- en France, l'absurdité nucléaire apparaît encore. Comme on ne compte que l'énergie primaire, ça semble important, mais comme les 2/3 de l'énergie des centrales ne sert qu'à chauffer les rivières, on voit que le bilan reste modeste, et la baisse de consommation, reste, en France, modeste à - 5.3 %.

En effet, avec des "pertes et ajustements" atteignant 80 millions de TEP, la seule chose que la filière électrique frise, c'est le ridicule... Globalement, en 2012, la consommation finale française n'est que de 154 millions de tonnes. S'il y a toujours une petite différence entre la consommation primaire et finale, le ciseau, avec le nucléaire devient déchirement des ligaments. Quel est l'intérêt profond de produire une énergie qui ne sert à rien et qui est gaspillé ? C'est le non-sens absolu. Les shadocks pompeurs sont donc ridiculisés.

Mais, on a quand même une confirmation. 2006 semble bien une date historique, une date d'inflexion, correspondant au pic oil, celui des énergies faciles. Certains préfèrent ricaner, mais il est clair qu'il y a un abîme entre creuser un puits à la pioche, et les technologies actuellement utilisée, de plus en plus onéreuses, complexes, et consommatrice elle même d'énergie.

Le taux d'indépendance énergétique français, fixé à 48 %, n'est qu'un leurre. En effet, l'électricité nucléaire dépend encore et toujours d'un fournisseur étranger d'uranium.

D'autre part, il est clair que l'excédent extérieur européen, résulte aussi d'un écrasement de la consommation interne, y compris en énergie.

L'évolution, naturelle, causée par la crise énergétique, est accélérée et amplifiée par les erreurs de politique économique.

## **T'as pas 5 milliards de Marks, pardon, d'euros ???**

Patrick Reymond 20 février 2014

Le déclin du quantitative easing de la FED a une victime inattendue ;  
Grossdeutschland en personne.

Celle-ci voulait lever 5 milliards, elle n'en a levé que 3.8. Relégué au niveau des trous du cul, comme la Turquie, l'Espagne, le Venezuela, L'Argentine, etc, et rajoutez qui vous voudrez, tous sont concernés.

Comme quoi, pour bien acheter de la dette publique, il n'y a qu'une bonne tactique : la faire prendre en pension par une banque centrale...

Je te tiens tu me tiens, par la barbichette. Une belle brochette de champions du monde toutes catégories...

*La politique se porte mal :*

## **L'HEURE DU DÉSENCHANTEMENT**

19 février 2014 par François Leclerc

Marchant quelque peu sur des œufs, les dirigeants politiques européens empruntent des chemins dont ils ne savent pas où ils les mènent. L'échéance proche des élections européennes a conduit aujourd'hui Angela Merkel et François Hollande à donner une date butoir en vue de conclure avant qu'elles ne se tiennent les négociations sur la taxe sur les transactions financières qui sont enlisées : il faut montrer que les choses avancent. À l'inverse, le gouvernement allemand repousse au lendemain de mêmes élections toute décision à propos de la Grèce, qui impliquera sous une forme ou sous une autre une restructuration de la dette du pays aux frais des contribuables allemands en particulier, et européens en général.

Afin de consolider la position chancelante d'Antonis Samaras, le premier ministre grec, et de ne pas précipiter la tenue d'élections anticipées qui pourraient conduire à la victoire de Syriza, la Troïka s'apprête à débloquer avant les élections européennes une nouvelle tranche d'aide, qui se faisait attendre, tandis qu'une loi présentée au parlement pourrait opportunément



adoucir certains angles. Partout ailleurs et sans attendre, les préparatifs des prochaines élections nationales sont également entamés et les discours s'affutent en conséquence. En Espagne et au Portugal, le retour des socialistes s'annonçant plus incertain qu'ils ne l'escomptaient – la mémoire des électeurs n'étant pas si courte – l'hypothèse de gouvernements de coalition avec la droite au pouvoir n'est plus à exclure, selon la formule par défaut déjà employée en Grèce et en Italie. Car l'essentiel est qu'il y ait aux commandes un gouvernement prêt à avaliser la poursuite de la stratégie de désendettement actuel.

En Italie, c'est sous les auspices d'un accord avec Silvio Berlusconi à propos de la future loi électorale (qui accorderait une prime au premier arrivé) que Matteo Renzi s'apprête à devenir premier ministre et à être confronté comme son prédécesseur à la même lancinante question : que faire ? Mais le sort de l'Italie est trop important pour que de nombreux médecins ne s'affairent pas à son chevet. Avec pour certains l'idée que la Commission européenne lui accorde – comme à l'Allemagne et la France en 2003 – une dérogation lui permettant de franchir le seuil fatidique des 3 % de déficit public du PIB afin de retrouver une marge de manœuvre. Ce n'est pas gagné.

Les accommodements possibles ne s'arrêtent pas là. On a entendu il a deux jours Nick Clegg, le leader des libéraux-démocrates britanniques, saluer les évolutions enregistrées chez les travaillistes, accréditant l'hypothèse d'un futur retournement de veste au détriment des conservateurs si d'aventure les travaillistes étaient un peu court. En France, la vie politique s'apprête à être rythmée par les épisodes du retour annoncé de Nicolas Sarkozy, dans lequel la droite fonde ses espoirs faute d'autre candidat crédible.

Tout cela tourne en rond, exprimant une crise politique larvée sur fond de désenchantement des électeurs. À défaut de porter sur les faits, les batailles que se livrent désormais les partis de gouvernement jouent sur les mots dans ce champ étriqué de l'action politique qu'est la communication. La société du spectacle a-t-elle jamais offert une aussi mauvaise représentation ? Le jeu de rôle dont nous sommes les spectateurs contraints a-t-il jamais été aussi détestable ?

**« La Chine se prépare à une guerre rapide et décisive contre le Japon »**

**Si un tel conflit devait éclater, on pourrait s'inquiéter sur les conséquences de celui-ci. Serait d'abord concernée la bourse japonaise relativement fragile et déjà sauvée à maintes reprises, son effondrement se répercuterait sur d'autres nations dans un effet domino. Un tel conflit serait également suivi par d'autres nations car suivant l'ampleur que cela peut prendre, les États-Unis interviendraient étant donné qu'ils sont un soutien pour ce pays depuis longtemps déjà, et si les USA entrent dans un tel conflit, alors d'autres suivront, etc... Maintenant, suivant un lieutenant à la retraite de l'armée américaine, cela ne serait au final qu'une tentative d'intimidation, la Chine joue les gros bras, mais cela se limiterait à cela, rien de plus... À surveiller...**



*La Chine se prépare à une « guerre courte et décisive » contre le Japon, suivant la mise en garde d'un sous-chef du renseignement de l'une des flottes américaines du Pacifique.*

Le capitaine James Fannell explique que l'Armée de libération du peuple chinois mène des exercices de formation pour une éventuelle attaque sur les îles contestées dans la mer de Chine orientale ([Senkaku](#) en japonais, Diaoyu en chinois).

« Nous avons assisté à des manœuvres amphibies massives et interrégionale », la Chine est en mouvement explique également Fannell. « Notre conclusion est que la nouvelle mission de l'Armée de libération du peuple s'est vu confié la préparation d'une guerre rapide et décisive pour détruire les forces japonaises dans la mer de Chine orientale. »

« Il est à craindre que le modèle de comportement chinois en mer de Chine du Sud reflète un effort progressif de ce pays pour assurer le contrôle de la zone comprise dans la zone appelée des « neuf lignes de division » (une limite utilisée par le gouvernement chinois pour définir la souveraineté de la Chine pour une partie de la mer de Chine), malgré les objections de ses voisins.

Pendant ce temps, Ralph Peters lieutenant à la retraite de l'armée américaine, a déclaré que « les Chinois ont effectué des exercices de formation visant à intimider Taiwan durant des décennies, mais qu'ils n'ont jamais envahi cette région. « À son avis, les récents exercices chinois sont probablement une démonstration de force et « oui, une menace », mais ne signifie pas que « Pékin a vraiment l'intention d'attaquer », a-t-il dit, suivant une déclaration à Fox News .

Source: Russie Today Traduction partielle Les moutons enragés

## Jacques Sapir : « le taux de chômage réel de la France se situe à 14,7 % »

par Le Yéti 20 février 2014

Toujours intéressantes, les analyses de Jacques Sapir sur la situation économique de la France. Celle qu'il vient de faire sur la réalité du «chômage(s)» en France l'est tout particulièrement et redonne sa véritable mesure à ce si douloureux problème social.

D'abord, dit Sapir qui n'hésite pas à enfoncer les portes ouvertes par souci de précision, les chiffres officiels ne concernent pas à proprement parler le

nombre véritable de chômeurs, mais celui des demandeurs d'emplois officiellement recensés.

Plus encore, ajoute-t-il, tout tient, non dans les chiffres bruts recueillis, mais dans la façon de les présenter. En France, précise-t-il, « *c'est la catégorie A* [demandeurs d'emploi sans emploi et tenus de faire des actes positifs pour en trouver, ndlr] *qui est constamment citée* ».

### **L'agrégat statistiquement masqué**

Mais quid de la catégorie B [72 heures ou moins de travail dans le mois] ?

Ou encore de la catégorie D [idem que la catégorie A, sans emploi, mais sans obligation de justifier une quelconque recherche] ?

Allez passons, concède Sapir, magnanime, sur les catégories C [un temps d'emploi mensuel supérieur à 72 heures, mais n'excédant pas 156 heures, comme bon nombre de vos caissières d'hypermarché] ou E [bénéficiaires de contrats aidés, par exemple]. Même si la situation de ces deux catégories de précaires "quasi-chômeurs" ne peut guère être niée.

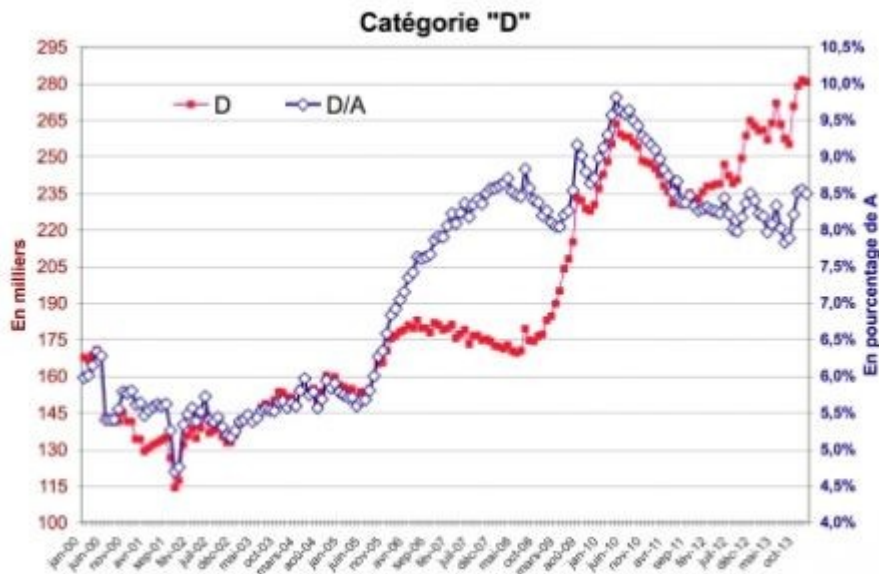
N'empêche, calcule Sapir, que si l'on additionne logiquement les sans-emplois des catégories A+B+D, on obtient un taux de chômage (pardon, de "demandeurs d'emplois" officiellement recensés) non de 11,5 %, mais de 14,7 %, « *ce qui est largement au-dessus de la côte d'alerte* ». Sans compter la foulditude des non-inscrits nulle part.

Sapir :

*« L'agrégat B+D correspond à un chômage statistiquement masqué. »*

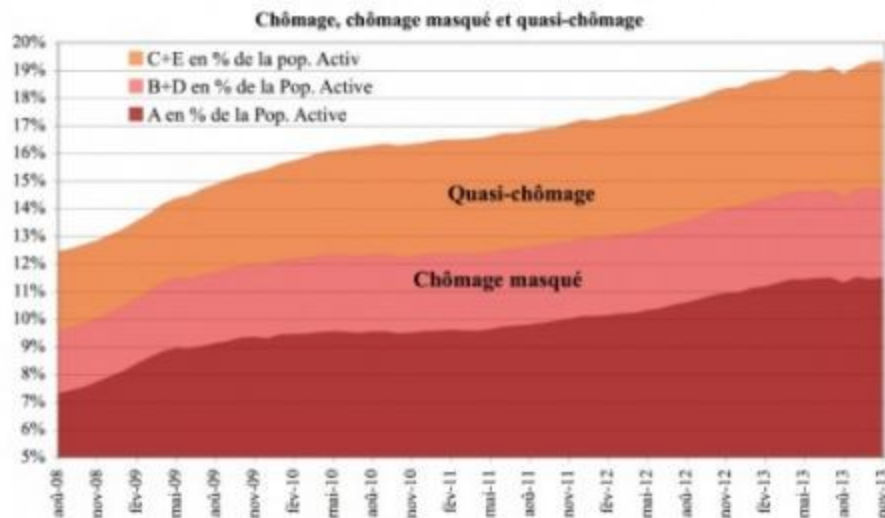
### **Troubles desseins**

Un masque statistique non dépourvu de quelques troubles desseins. Car l'on constate que les deux catégories B+D opportunément masquées sont celles qui ont le plus progressé ces treize dernières années ! (On notera en passant la magnanimité de Pôle emploi qui épargne opportunément à certains chômeurs chroniques l'obligation de se justifier devant leurs guichets.)



Mais bast, qu'attendre de plus de nos finauds “inverseurs de courbes” ?

On notera juste que Jacques Sapir n'a pas éprouvé le besoin de s'appuyer sur une autre de leur ficelle : les radiations autoritaires [rien moins encore que 299 600 en décembre dernier]. Ni chercher à comptabiliser la foulditude des non-inscrits (les découragés, les hyper-précaires, les crevards, les non-indemnisés, les travailleurs indépendants en souffrance, les autoentrepreneurs sans revenus...)



## Le Mangibougisme passe le turbo et met les gommettes

HASHTABLE 20 février 2014 Vécu

On le sait : la bataille contre les gens qui meurent connement ne fait que commencer. D'abord parce qu'il y a de plus en plus de gens (il y a des statistiques dessus, c'est affolant). Ensuite parce qu'ils y en a de plus en plus qui meurent connement et notamment parce qu'ils n'ont pas mangé comme il fallait. Et ça, dans le monde qui est le nôtre au jour d'aujourd'hui et à l'instant présent qui nous occupe ici et maintenant, c'est proprement intolérable. Ne tolérons plus ça.

Heureusement, en France, l'élite politique et les responsables gouvernementaux ont pris la mesure de la tâche à accomplir et se sont empressés, depuis plusieurs années, de donner un objectif clair et précis à la population : lutter contre les nourritures trop grasses, trop salées, trop sucrées, et surtout, faire du sport régulièrement, boire quand on a soif, se couvrir quand il pleut, se laver les mains après le petit pipi et les dents avant le petit dodo. Grâce à la répétition ininterrompue de messages aussi pertinents que subtils (dans les publicités pour les Pépitos, sur les aires d'autoroute, à la radio, sur les paquets de chips et les bouteilles d'alcool, etc...) le message général a fini par percoler doucement dans la population et il a fort bien été compris : pour pouvoir mourir en bonne santé, il n'y a pas d'autres solutions que se passer de sel, de sucre, de gras, de drogues, il faut faire des efforts, tout le temps, il faut se restreindre, toujours, et garder le sourire.

Nos politiciens, en charge de notre santé collectivisée jusqu'au trognon, l'ont bien compris : **il n'y aura pas de salut pour nous tant qu'il y aura du fun.** Et puis, c'est pas comme si en France, la nourriture était une tradition ou un art de vivre. Laissons ça à la perfide Albion, tiens, qu'elle s'étouffe sous les douceurs bien préparées !



C'est donc tout naturellement dans cette optique de restriction du plaisir qui pourrit la vie qu'un épais rapport vient d'être remis à l'une des piètres excuses ministérielles actuellement en charge de la santé, Marisol Touraine. Et pour changer de tout ce qui a été fait avant, ce rapport préconise une

nouvelle série de mesure (interdictions, taxations, vexations) pour inciter le cheptel les Français à suivre une alimentation encore moins fun plus équilibrée.

Eh oui : comme je le notais avec détachement dans un précédent billet qui évoquait [la Fat Tax](#), la taxation de toute une série d'aliments méchants est évidemment LA solution pour résoudre le vrai et réel problème qui se pose à nous de limiter le fun et la joie de vivre déjà trop présents dans ce pays. Bon, ici, il faut comprendre qu'il ne s'agit pas d'un retour de cette Fat-Tax qui agita vaguement les médias il y a quelques mois. On va faire dans le subtil : au pays de Socialie, il y a des aliments méchants et des gentils. Alors pour passer les moments difficiles, avoir des surtaxes (sur les aliments méchants), c'est très utile. Les propositions envisagent de sous-taxer les aliments gentils, mais n'y comptez pas, c'est un gros bobard pour endormir les naïfs. (*Baisser une taxe, en France, pffrt, franchement*)



Et on sait que ce sera une réussite ! Rien de tel qu'une bonne taxe pour réduire le nombre d'obèses ou de maladies cardiaques, hein. D'ailleurs, depuis qu'il y a des taxes sur les cigarettes, il y a moins de fumeurs. Les taxes sur les alcool ont renvoyé la consommation de spiritueux au rang de curiosité. Et à l'instauration des taxes sur le carburant (nombreuses et gratinées), les ventes de voitures se sont effondrées et la consommation d'essence, de gasoil, de mazout et de kérosène a dégringolé. C'est connu.

Bien sûr, quelques tabassages taxatoires ne suffiront pas. Je vous le rappelle : nous sommes en guerre contre les gens qui meurent connement, et comme la connerie s'étend, il y a toujours fort à faire. Et pour cela, l'étatisme à la Française pourra se servir de ses deux mamelles habituelles : l'interdiction et la propagande.

Pour l'interdiction, rien de plus simple : on lâchera les législateurs fous comme on le fait régulièrement pour tout et n'importe quoi, et, après une solide ponte de quelques kilomètres de papiers gribouillés d'articles de lois illisibles, on pourra interdire certaines promotions en volume de méchantes boissons sucrées (disons, au hasard, des sodas américains qui butent des chatons mignons) ; cela ne suffira pas et il faudra aussi interdire complètement toute publicité pour certains produits, comme ceux de régimes amaigrissants sous toutes les formes (livres, méthodes, suppositoires, ...)

parce qu'il est maintenant reconnu qu'interdire de telles publicités amènera naturellement les gens à mieux se nourrir (mais si, c'est évident).

Et pour la propagande, on utilisera les moyens maintenant habituels des légions de petits empêcheurs de saler, sucrer et graisser en rond, ainsi que la panoplie courante de slogans agressivement niais et de brochures aussi colorées qu'idiotes. Innovation : on va introduire des petites gommettes de couleurs pour indiquer, comme à des enfants en bas âge, ce qu'il faut ou pas consommer, ce qui permettra de jeter à peu de frais une bonne louche d'opprobre sur les aliments déclarés impurs par les Hautes Autorités Sanitaires. L'échelle est déjà fixée, les couleurs seront sans ambiguïté et l'ensemble ressemblera grosso-modo à ça, pas du tout culpabilisant :



La question évidente qu'on peut se poser maintenant, c'est comment nos élites enfiévrées vont parvenir à faire passer tout ça ? Fort simple, mes petits amis : on va utiliser l'arme efficace de l'égalitarisme qui rabote tout ce qui dépasse à commencer par les mets plantureux et les repas de famille festifs. Et c'est expliqué dès les premières pages du rapport : on va combattre le gras et les méchantes nourritures parce qu'à cause d'elles, les gens tombent malades et que ces maladies sont directement liées à la condition sociale des individus, pardi !

Ces maladies liées à la nutrition sont un facteur d'inégalités sociales de santé.

S'ensuit un magnifique bricolage logique sur le mode « Les pauvres ne savent pas s'alimenter, indiquons-leur comment procéder et donnons leur des tickets de réduction ». Les auteurs se sont manifestement fait violence pour ne pas traiter ouvertement les populations défavorisées d'idiots incapable de manger sain, mais cela transpire pas mal dans l'épais rapport, additionné d'un



ou deux barils de commisération qu'un Zola n'aurait pas reniée afin d'enrober l'idée générale qu'en distribuant, encore une fois, de l'argent à des gens, on allait résoudre leurs problèmes (méthode dont tout le monde peut constater qu'elle a très bien marché jusqu'à présent).

Sauf que manger sainement ne demande généralement pas plus d'argent que manger des cochonneries (en moyenne, ces dernières sont plutôt plus cher). Distribuer des coupons et afficher des petits stickers aux couleurs vitaminées ne changera pas : l'idée que le principal problème de ces populations n'est pas d'abord celui de l'argent, mais **d'abord un problème de temps** semble échapper quelque peu au tableau grassement barbouillé par nos experts ; préparer un repas prend du temps, choisir des aliments sains mais peu cher est très consommateur de temps, planifier ses repas, ses courses prend du temps, et, comme [je l'expliquais dans un précédent billet](#), c'est ce temps (et l'habitude, l'expérience qui se construisent dans la durée) qui manque cruellement.

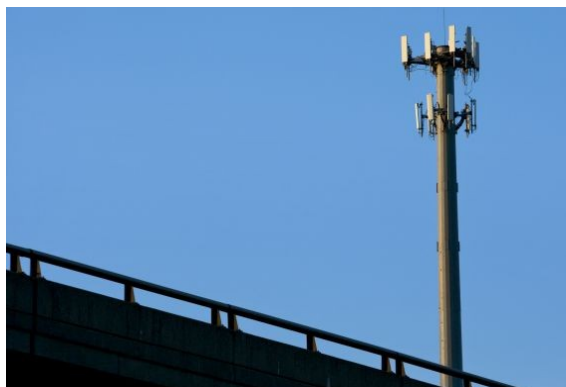
Du reste, il faut ajouter à ça que les recommandations des « experts internationaux » sont, de plus en plus souvent, parfaitement contraires à l'hygiène alimentaire que la médecine, hors des poncifs entendus partout, valide obstinément. Ainsi, des individus persistent à manger en quantité des graisses de bonne qualité et s'en portent honteusement bien [comme l'explique cet article](#), et que d'autres, faisant fi des remarques répétées des agences sanitaires anti-fun, salent copieusement leurs plats et [ne s'en portent pas plus mal](#) ; les exemples sont légions de « recommandations » foireuses, de petits stickers mal adaptés et de populations orientées dans la mauvaise direction.

Encore une fois, on nous sert une soupe bien amère : interdictions, stigmatisation, propagande, et messages douteux. On voit mal ce qui va encore pouvoir sortir de bon de ces recommandations d'autant qu'elles seront mises en musique par les habituels bras cassés qui nous gouvernent. Alors que la France a élevé la cuisine au rang d'art, elle s'apprête maintenant à saboter l'une de ses plus grandes richesses.

Ce pays est foutu.

**[Sans-fil: Vidéotron émerge comme 4e joueur au pays](#)**

Publié le 19/02/2014 Par [lesaffaires.com](#)



En mettant la main sur de nouveaux spectres dans les quatre provinces les plus peuplées, Québecor est en voie de devenir le 4e joueur tant attendu par Ottawa dans le marché du sans-fil.

Industrie Canada a annoncé en fin de journée les résultats de l'enchère pour le très convoité spectre de 700 MHz. Celle-ci lui a rapporté 5,3 G\$. Des dix entreprises en lice pour mettre la main sur la précieuse bande radio, c'est Rogers Communications qui a déboursé le plus (3,29 G\$) pour obtenir 22 licences.

Telus a allongé un peu plus de 1,14 G \$ pour 30 licences, tandis que Bell a payé 565,7 M \$ pour remporter 31 licences.

Vidéotron a obtenu sept licences grâce à des investissements dépassant les 233 M\$, ce qui lui assure des blocs du spectre dans le sud de l'Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec.

«Grâce aux fréquences de très grande qualité acquises lors de cette enchère, Vidéotron dispose désormais d'atouts substantiels pour assurer le développement de son réseau pour les années à venir et continuer d'offrir à ses clients le meilleur de la technologie sans fil», déclare Robert Dépatie, président et chef de la direction de Québecor Média et chef de la direction de Vidéotron.

Selon Industrie Canada, «les résultats des enchères permettront aux Canadiens de profiter de plus de choix, puisqu'un quatrième fournisseur de services sans fil sera présent dans chaque région du pays».

Le ministre James Moore, de son côté, a dit croire que Vidéotron avait la capacité de devenir ce quatrième fournisseur. «Je crois que c'est une excellente chose qu'ils effectuent un investissement. Le fait que l'entreprise aille au-delà de son marché traditionnel du Québec est un signe positif, selon

moi», a-t-il dit.

La bande de 700 mégahertz qui faisait l'objet de l'enchère est considérée comme particulièrement précieuse parce qu'elle permet aux signaux de téléphonie cellulaire de parcourir de plus grandes distances et de pénétrer les édifices et les tunnels où les appels sont souvent interrompus.

Ces ondes ont été rendues disponibles lorsque les télédifuseurs ont migré vers les signaux numériques.

L'enchère précédente, qui visait une différente bande du spectre, en 2008, avait permis à Ottawa de toucher 4,3 milliards \$ et introduit de nouveaux joueurs au marché.

Une autre enchère pour des licences sans fil visant la bande de 2500 mégahertz est prévue pour avril 2015.

## **Investissement responsable: les Québécois prêts à investir 1,7G\$**

Diane Bérard LesAffaires.com Publié le 19/02/2014



En 2012, l'investissement socialement responsable (ISR) atteignait 600,9G\$ au Canada. De cette somme, à peine 2% est investi par des particuliers. L'autre 98% est le fruit de clients institutionnels, tel les caisses de retraite. Bref, quand il est question d'investissement socialement responsable, le marché des particuliers est largement sous-exploité. Pour l'instant, il est plus naturel - facile - pour les Canadiens et les Québécois de consommer responsable que d'investir responsable. Pourtant, ce n'est pas par manque d'intérêt.

### **Manque d'information, de transparence, d'éducation, pas d'intérêt**

En 2015, chacun 2,2M de ménages québécois serait prêt à investir entre 754\$ et 970\$ en ISR. Ce qui donnerait un investissement total entre 1,7G\$ et 2,1\$G, selon un scénario conservateur ou optimiste. Il est ici question

d'argent neuf que les Québécois sont prêts à consentir à l'ISR.

Vous noterez que le paragraphe précédent emploie le conditionnel. Car il y a loin de la coupe aux lèvres. C'est ce que révèle l'étude «[Les Québécois et l'investissement socialement responsable, portrait 2014](#)» de l'Observatoire ESG UQAM de la consommation responsable, dévoilée ce matin.

Un peu plus du tiers (32,4%) des Québécois seraient prêts à investir une part de leur épargne en ISR... si on leur proposait.

Il existe une centaine de fonds ISR au Canada. Qu'est-ce qui empêche les Québécois d'y souscrire? On a longtemps cru que c'était le rendement perçu comme plus faible par rapport à celui associé aux investissements traditionnels. Ce n'est que le second frein. C'est d'abord le manque de connaissance, d'information et de transparence qui freine les élans des épargnants québécois lorsqu'il est question d'investissement socialement responsable.

Lorsque les ménages québécois ont les moyens d'épargner (40% de la population) ils ne considèrent pas l'ISR parce qu'ils ignorent ce que c'est et que leur conseiller financier ne leur en parle pas. Plus encore, plus de 1/10 (16,2%) Québécois affirme que son conseiller financier lui a recommandé de ne pas investir dans des fonds ISR.

On évoque aussi le manque de confiance. Les Québécois doutent de l'impact réel de l'ISR sur la société. De la véracité des informations fournies par les entreprises et les institutions financières. Les investisseurs désirent un système de classement indépendant ou un label « ISR ». Pour l'instant, le Québec n'en a pas.

Tout n'est pas sombre. Entre 2010 et 2012, l'ISR par les particuliers a augmenté de 8% au Québec. Mais il ne faut pas s'attendre à une croissance phénoménale. Tant que la mise en marché de l'offre ISR sera aussi timide, pour ne pas dire dissuasive, la demande des épargnants Québécois se limitera à un souhait.

« 1/10 Québécois affirme que son conseiller financier lui a recommandé de ne pas investir dans des fonds socialement responsables, »

**Une plateforme éducative en septembre**

En septembre prochain, l'Observatoire ESG UQAM de la consommation responsable lancera une plateforme informative sur l'ISR. Il s'agit d'une initiative de littéracie financière. Ce matin, Fabien Durif, directeur de l'Observatoire, a tendu la main au monde financier afin qu'il collabore à cette plateforme non partisane.

### **Portait-robot de l'investisseur responsable**

Pour l'instant, l'épargnant québécois qui choisit l'ISR est plutôt un homme, entre 25 et 44 ans de la région de Montréal et de Laval. Il détient un baccalauréat et le revenu de son ménage se situe entre 40 000\$ et 79 999\$. Pourquoi un homme? Quelques hypothèses ont été avancées en ce matin lors du dévoilement de l'étude. Les femmes gagnent moins, donc leur capacité d'épargne est moindre. Les femmes s'intéressent moins aux questions financières et à l'investissement. Or, l'ISR est perçu comme complexe pour un investisseur moyen. Il rebutera encore plus le profane.

Voilà beaucoup de matière à réflexion pour les institutions financières qui, comme toutes les entreprises, cherchent constamment des avenues de croissance. L'ISR leur en offre une. Elles ont les produits, il leur reste à les vendre.

## **[Vous n'avez pas d'argent à la banque](#)**

Par The Prudent Investor - *The Prudent Investor*

Publié le 20 février 2014

[VIDEO de 3 minutes]



<http://www.youtube.com/watch?v=jM5Sl1ZaOjQ>

Une fois que vous déposez de l'argent à la banque, cet argent ne vous appartient plus. Pour dire les choses simplement, votre dépôt n'est qu'un prêt – qui ne génère aucun intérêt – fait à votre banque. Récupérez votre argent avant que les paniques bancaires ne se développent (vidéo en anglais)